

Libye/Politique

La porte reste ouverte à un gouvernement d'union

AFP

Tripoli/Libye

D'ici à 10 jours, une nouvelle équipe pourrait être proposée.

LE laborieux processus engagé pour combler le vide politique en Libye va se poursuivre dans les prochains jours pour qu'un nouveau gouvernement d'union nationale puisse voir le jour après son rejet lundi.

Fayez el-Sarraj, le Premier ministre désigné à la suite de l'accord conclu sous l'égide de l'Onu, s'est engagé à proposer une nouvelle équipe gouvernementale d'ici à dix jours.

Ce gouvernement sera "plus restreint" que celui rejeté lundi parce qu'il comprenait 32 ministres, un nombre jugé bien trop important, a déclaré à l'AFP Fathi Ben-Issa, conseiller de ce gouvernement.

La composition du nouveau gouvernement sera

de nouveau soumise au vote du Parlement reconnu par la communauté internationale, qui siège à Tobrouk (est).

Prenant acte du rejet exprimé lundi, le chef de la mission de l'Onu pour la Libye, Martin Kobler, a appelé les responsables à "prendre les décisions nécessaires le plus vite possible".

La tâche s'annonce cependant difficile pour établir un équilibre, dans un gouvernement plus restreint, entre les différentes régions et les multiples groupes politiques et militaires actifs dans le pays.

La communauté internationale a accentué ces derniers mois la pression pour que les principaux blocs qui se disputent le pouvoir se rapprochent afin de mieux lutter contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis et des nations européennes comme l'Italie ou la France, sont prêts à apporter une aide militaire contre l'EI mais récla-



Photo : AFP

Désigné pour former un gouvernement d'union nationale, l'homme d'affaires tripolitain Fayez el-Sarraj a promis une nouvelle équipe dans un délai de 10 jours.

ment pour cela le rétablissement d'une autorité centrale.

GENERAL CONTROVERSE • Riche pays pétrolier, la Libye est plongée dans le chaos depuis la fin de la révolte qui mit fin au régime de Mouammar Kadhafi fin 2011.

L'EI a profité de ce vide du

pouvoir pour prendre le contrôle de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli, et ses environs. Fort d'environ 3 000 combattants, selon les estimations occidentales, il a lancé début janvier une offensive dans la zone du "Croissant pétrolier" où sont situés les principaux terminaux pétroliers.

Au cours des débats qui se poursuivaient hier, le Parlement de Tobrouk a reporté son vote sur l'accord politique signé en décembre à Skhirat (Maroc) sous l'égide de l'Onu par des députés, des hommes politiques et des représentants de la société civile.

Les députés réclament la révision d'une clause de cet accord qui porte sur le contrôle de la hiérarchie militaire. Ils craignent qu'elle ne remette en cause la prééminence du général Khalifa Haftar, qui s'est imposé comme le commandant des forces des autorités reconnues internationalement.

"L'actuelle commission chargée de représenter le Parlement au dialogue par-

rainé par l'Onu sera dissoute, et une nouvelle équipe nommée lundi prochain pour négocier la suppression" de cet article de l'accord politique, a indiqué Saltana al-Mismari, un député.

M. Kobler a réagi à ce revirement en indiquant qu'il poursuivrait "les consultations avec toutes les parties pour trouver une solution consensuelle".

Mais la discussion s'annonce là aussi compliquée car la mise à l'écart du général Haftar est l'une des conditions posées par les autorités rivales, celles du Congrès général national (CGN), installées depuis un an et demi à Tripoli. Son président, Nouri Abou Sahmeïn, a pris position contre le général controversé.

M. Haftar commande depuis plusieurs mois une opération militaire contre des groupes qu'il a qualifiés de "terroristes" à Benghazi (est) en 2014, considérée comme le fief de nombreuses milices islamistes lourdement armées.

Proche-Orient/Conflit

L'Onu dénonce la colonisation israélienne

AFP

Nations unies/Etats-Unis

Son secrétaire général Ban-Ki-moon a, dans le même temps, appelé à un gel des constructions.

LE secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a vivement critiqué hier la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée, appelant à un gel des constructions.

M. Ban, qui s'adressait au Conseil de sécurité lors d'un débat sur le Proche-Orient, s'est déclaré "profondément inquiet" de nouveaux projets israéliens de construction de logements en Cisjordanie, les qualifiant "d'initiatives provocatrices".

"Ces initiatives provocatrices ne peuvent que (...)

faire monter encore la tension et nuire à toute perspective de règlement politique", a-t-il estimé.

"Pour faire des progrès vers la paix il faut un gel de l'entreprise de colonisation", a-t-il affirmé. La poursuite des implantations "est un affront fait à la population palestinienne et à la communauté internationale (...)" et soulève des questions fondamentales sur l'engagement d'Israël envers une solution à deux Etats", Israël et un Etat palestinien.

Pour M. Ban, "les parties doivent agir, et agir immédiatement, pour éviter que la solution à deux Etats ne disparaisse pour toujours". Il a par ailleurs exhorté les Palestiniens à la réconciliation et les pays donateurs à financer plus généreusement la reconstruction de Gaza, dont la situation humanitaire est "dangereuse"



Photo : AFP

Des soldats israéliens à un checkpoint. La poursuite de la colonisation a valu à l'Etat hébreu une condamnation de la part de l'Onu.

pour la sécurité régionale. Il a aussi réitéré sa condamnation des attaques menées depuis plusieurs mois par des Palestiniens contre des civils israéliens, et des tirs de roquettes sur Israël depuis Gaza. Le ministère israélien de la

Défense vient d'approuver des plans pour la construction de 153 nouveaux logements dans des colonies de Cisjordanie occupée, selon l'organisation israélienne opposée à la colonisation La Paix Maintenant. C'est la première fois en en-

viron un an et demi que le gouvernement approuve des plans importants pour de nouvelles constructions en Cisjordanie, selon l'ONG. Israël est aussi en passe d'annexer 150 hectares de terres agricoles dans la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée.

Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967. La coexistence d'environ 400 000 colons israéliens avec 2,5 millions de Palestiniens y est conflictuelle. La saisie de terres, et plus largement la colonisation, qui s'est poursuivie sans relâche sous les gouvernements israéliens de droite comme de gauche, sont dénoncées par les Palestiniens et la communauté internationale comme rognant un futur Etat palestinien et compliquant toujours davantage la paix.

Tunisie/Parlement

Nidaa Tounes perd son statut de premier groupe au profit d'Ennahda

AFP

Tunis/Tunisie

NIDAA Tounes, parti fondé par l'actuel chef de l'Etat tunisien Béji Caïd Essebsi, a perdu hier son statut de premier bloc parlementaire au profit de ses alliés islamistes d'Ennahda, après le départ hier d'un groupe de députés dissidents.

Ce développement ne remet pas en cause à court terme le soutien de la majorité parlementaire au gouvernement

de Habib Essid, mais il constitue une nouvelle étape dans le délitement de Nidaa Tounes, parti déchiré par une guerre de succession depuis le départ de son chef pour la présidence fin 2014. A l'ouverture de la séance plénière, la deuxième vice-présidente de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Faouzia Ben Fodha, a annoncé "la création d'un nouveau bloc, Al-Horra" ("La libre"), constitué de 22 membres.

Ces 22 députés "sont tous démissionnaires du parti et du

bloc parlementaire de Nidaa Tounes. Ils siègent pour le moment en tant qu'indépendants", a affirmé à l'AFP Bochra Belhaj Hmida, elle-même démissionnaire du parti et du groupe de Nidaa Tounes, sans toutefois avoir rejoint Al-Horra.

Avec la perte de ce contingent, Nidaa Tounes ne compte plus que 64 députés, contre 69 pour le parti islamiste Ennahda, qui devient en conséquence la première force à l'ARP. Al-Horra arrive en 3e position, devant l'Union patriotique libre

(UPL, 16 députés) et le Front populaire (FP, 15).

La coalition gouvernementale est constituée de Nidaa Tounes, d'Ennahda, de l'UPL ainsi que d'Afek Tounes (libéral, 10), ce qui lui garantit la majorité des 217 sièges. Remanié au début du mois, le gouvernement de Habib Essid a obtenu dans la foulée la confiance du Parlement. Les membres d'Al-Horra font pour la plupart partie du clan de Mohsen Marzouk, secrétaire général démissionnaire de Nidaa Tounes, qui doit lancer début mars

une nouvelle formation.

Au sein de Nidaa Tounes, M. Marzouk était entré en confrontation ces derniers mois avec Hafedh Caïd Essebsi, le fils de l'actuel chef de l'Etat.

Cette formation hétéroclite créée en 2012 est composée aussi bien de personnalités de gauche et de centre droit que d'anciens dignitaires du régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Elle a remporté les législatives de 2014 avant de sceller une alliance avec son grand rival Ennahda.

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Violences. 32 morts dans le triple attentat suicide de lundi**

Ce sont finalement au moins 32 personnes qui ont été tuées lundi dans trois attentats suicides sur le marché d'un village de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'une des pires attaques visant cette région régulièrement visée par les islamistes nigériens de Boko Haram.

• **Côte d'Ivoire/Justice. Coup d'envoi du procès des assassins présumés du général Gueï**

Le procès des assassins présumés de l'ex-chef de la junte en Côte d'Ivoire tué en 2002 s'est ouvert lundi à Abidjan après avoir été reporté à deux reprises. Dix-neuf personnes étaient dans le box des accusés.

• **Mali/Violence. Attaque contre le domicile du procureur à Gao**

Le domicile du procureur de la République à Gao, la plus grande ville du nord du Mali, a été attaqué dans la nuit de dimanche à lundi par des hommes armés dont l'un a été tué. Le procureur était dans sa résidence mais est sorti indemne de l'attaque dont les auteurs n'ont pas été immédiatement identifiés.

• **Sénégal/Sécurité. Plus de 900 interpellations**

La police sénégalaise a annoncé lundi avoir mené pendant le week-end des opérations de sécurisation pour prévenir "la menace terroriste" à la suite de l'intensification des attentats en Afrique de l'Ouest, interpellant plus de 900 personnes, en grande partie pour vérification d'identité.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Présidentielle. Trump et Cruz au coude à coude dans l'Iowa**

Les républicains Donald Trump et Ted Cruz sont au coude à coude dans l'Iowa (centre des Etats-Unis), où se tiendront lundi les premières élections primaires du parti républicain pour désigner leur candidat à la Maison Blanche, selon un nouveau sondage publié hier.

• **Irak/Conflit. Un charnier à Ramadi**

Les forces irakiennes ont découvert à Ramadi, dans l'ouest de l'Irak, un charnier contenant au moins 18 corps de personnes exécutées par l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), a indiqué hier la police.

• **Syrie/Conflit. Le régime reconquiert un fief rebelle dans le sud**



Photo : AFP

Les forces du régime syrien appuyées par des combattants du Hezbollah libanais et des officiers iraniens ont repris le contrôle du bastion rebelle de Cheikh Miskine près de la frontière jordanienne, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).